

TENDANCES

de la conjoncture

DECEMBRE 1983

Supplément au N° 8 (cahier vert)
du 31 Octobre 1983

NOTE DE
SYNTHESE

SITUATION
& PERSPECTIVES
DE L'ECONOMIE
FRANÇAISE

C 2
(Collection N° 2)



institut national de la statistique et des études économiques

DOCUMENTATION
2 8 201 034
BIBLIOTHÈQUE

TENDANCES

de la conjoncture

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE / MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET /
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES Directeur général :
M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris CEDEX 14 /
Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier,
Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

SOMMAIRE

DÉCEMBRE 1983

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE Note de synthèse (rédaction achevée le 11 Décembre 1983)

VUE D'ENSEMBLE	Page 3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	Page 7
1. La reprise américaine	
2. La situation économique hors des États-Unis	
3. L'environnement de l'économie française	
II. ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR	Page 17
1. Le redressement du commerce extérieur	
2. Les perspectives	
3. La balance des paiements courants	
III. PRIX ET COUTS	Page 27
1. Les prix des produits importés	
2. Les prix et coûts de production	
3. Les prix à la consommation	
4. La désinflation encalminée ?	
Encadré : La différence d'inflation entre la France et l'Étranger	
IV. PRODUCTION ET SITUATION DES ENTREPRISES	Page 39
1. Les stocks	
2. La production	
3. La situation financière	
4. L'investissement	
V. SITUATION DES MÉNAGES ET CONSOMMATION	Page 53
1. L'emploi et le marché du travail	
2. Le revenu des ménages	
3. L'épargne et la consommation	
Encadré : L'évolution en pouvoir d'achat du salaire mensuel ouvrier	
VI. BUDGET ET MONNAIE	Page 65
1. Le budget de 1984	
2. L'évolution des liquidités	
3. L'évolution des contreparties de la masse monétaire	
4. La distribution du crédit et le marché financier	
Encadré : Contrepartie «or et devises» et avoirs officiels de change	

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 11 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 22 Décembre 1983
- Le N° 9 du cahier 2 (vert) paraîtra le 30 Janvier 1984

TENDANCES DE LA CONJONCTURE, 8 numéros par an (2 cahiers trimestriels : graphiques sur dix et vingt ans) plusieurs suppléments (synthèses conjoncturelles, tableau de bord mensuel, lettre bimensuelle), est diffusé par le département de la diffusion de l'I.N.S.E.E. (chef du département : M. Guy NEYRET) / Maquette : Claude CAVORY / Conception de la série 1981 : Jean BROIZAT et le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. / Chef de la section "Tendances" : M. CHAUVET / ABONNEMENT 1 AN : France, 420 F ; étranger : 510 F ; bulletin d'abonnement en dernière page de couverture.

Avertissement

Cette note analyse le mouvement conjoncturel de l'économie française entre la mi-83 et la mi-84. Elle comporte un chiffrage prévisionnel le plus souvent en termes semestriels, fondé essentiellement sur les comptes nationaux trimestriels. Ainsi, les dernières colonnes des tableaux de la page 4 rapportent les évolutions, en %, de la moyenne du semestre n à celle du semestre $n-1$ (ce qui n'est pas directement comparable aux évolutions des moyennes trimestrielles).

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
Note de synthèse (révision actualisée le 31 Décembre 1983)

VUE D'ENSEMBLE Page 2

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL Page 3
1. Les pays européens
2. La situation économique des États-Unis
3. L'environnement de l'économie française

II. ÉCHANGES AVEC L'ÉTRANGER Page 11
1. Le mouvement du commerce extérieur
2. Les perspectives
3. La balance des paiements courants

III. PRIX ET COUTS Page 21
1. Les prix des produits importés
2. Les prix et coûts de production
3. Les prix à la consommation
4. La déflation sectorielle
Encadré : La différence d'inflation entre la France et l'étranger

Conventions

MA : Moyenne annuelle

GA : Glissement annuel en termes trimestriels, calculé, sauf indication contraire, en rapportant le niveau moyen du quatrième trimestre de l'année n à celui du quatrième trimestre de l'année $n-1$.

* * : Les prévisions sont signalées par un astérisque

Source : La provenance des chiffres portés dans les tableaux est indiquée, sauf exception, au bas de ceux-ci. Cette provenance ne concerne, en général, que les chiffres observés sur le passé.

C.T. : Comptes Trimestriels

Le Service de la Conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion des informations et études qu'il publie. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations et références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur la nature et la source des hypothèses et raisonnements sur lesquels repose l'analyse économique.

VUE D'ENSEMBLE

Alors qu'à la veille de l'été l'infléchissement de la demande interne laissait prévoir une évolution récessive, l'activité économique résiste au cours du second semestre 1983. Cette relative stabilité résulte d'un équilibre fragile entre une demande intérieure effectivement en baisse et une contribution extérieure soutenue. Le produit intérieur brut marchand ne régresse donc que d'environ 0,5 % par rapport au premier semestre, son évolution en moyenne sur l'ensemble de 1983 par rapport à 1982 restant néanmoins positive (+ 0,2 %).

Toutes les composantes de la demande interne baissent en volume au second semestre : en moyenne par rapport au premier semestre, la baisse est de 0,3 % pour la consommation des ménages et de 2 % pour l'investissement des entreprises ; les stocks baissent significativement eux aussi. Grâce au redressement sensible de la demande étrangère, dont permettent de profiter pleinement les gains de compétitivité consécutifs aux réajustements monétaires et le ralentissement de l'activité intérieure, les exportations s'accroissent fortement (+ 4 %) tandis que les importations décroissent dans la même proportion (- 4 %). Ces mouvements sont à relier aux décisions de politique économique prises en juin 1982 et mars 1983 visant à ralentir l'inflation et à rééquilibrer les échanges extérieurs. Si, à l'automne 1983, la réalisation de ce second objectif est plus avancée qu'il n'était prévu, la désinflation est moins prononcée qu'il n'était espéré.

La modération des hausses de salaire, la moindre croissance des prestations sociales (particulièrement dans le domaine de la santé) et l'augmentation des prélèvements obligatoires conduisent à une légère baisse du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages en 1983 : environ - 0,5 % en moyenne par rapport à l'année 1982. Après une certaine amélioration de leurs résultats au premier semestre, les entreprises enregistrent dans l'ensemble un tassement de ceux-ci au second : par suite des engagements contractuels de modération signés à la sortie du blocage, elles ne semblent pas avoir répercuté entièrement dans leurs prix les hausses de leurs coûts unitaires de production. Leur activité se maintenant, la situation des branches manufacturières exportatrices est toutefois nettement plus favorable.

Au total, c'est bien la reprise de la demande extérieure et l'amélioration de la compétitivité française qui permettent à la production de ne connaître, dans son ensemble, qu'un infléchissement à la baisse très modéré au cours du second semestre 1983.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois
(Volume au prix de l'année 1970)

Evolution en %

Part dans le total(1) %		MA* 1983	GA* 1983	1982	1983		1984
				2°Sem.	1°Sem.	2°Sem.*	1°Sem.*
79	1. PIB marchand	0,2	-0,7	0,2	0,4	-0,5	0,1
21	2. Importations	-2,4	-4,4	0,0	-0,4	-4,0	0,9
20	3. Exportations	1,6	0,4	2,7	-1,8	4,0	0,8
57	4. Conso. March. Ménages ...	0,5	-0,6	1,0	0,2	-0,3	0,2
4	5. Conso. nette A. Pub.	-0,3	-1,4	0,3	-0,0	-0,9	-0,5
18	6. FBCF	-2,9	-3,7	-0,6	-1,5	-2,4	-1,0
	dont : SQS-EI	-1,8	-2,5	0,1	-0,9	-2,0	-0,3
	Ménages	-7,5	-7,5	-4,8	-3,2	-4,0	-3,6
1	7. Variations des stocks ... (milliards de F. 70)		6,8	3,4	8,0	-1,2	-0,3
100	8. TOTAL (2)	-0,4	-1,5	0,1	0,2	-1,2	0,2
99	9. Demande hors stocks	0,1	-1,0	1,0	-0,5	0,2	0,1
80	10. Demande intérieure	-0,8	-2,0	-0,5	0,7	-2,5	0,1

(1) Total des ressources en 1982
(= 1313 milliards de F. 1970)

Source : C.T.

(2) Demande (3+4+5+6+7) = Offre (1+2)

Produits manufacturés : équilibre ressources-emplois
(Volume au prix de l'année 1970)

Evolution en %

	MA* 1983	GA* 1983	1982	1983		1984
			2°Sem.	1°Sem.	2°Sem.*	1°Sem.*
Production effective	1,0	0,3	-0,3	1,0	0,2	-0,1
Importations	-2,9	-5,3	0,1	-2,9	-5,2	0,7
Exportations	1,9	2,9	2,5	-1,4	4,2	1,3
Conso. March. Ménages	-2,6	-5,6	1,6	-2,6	-1,7	-1,3
Conso. nette A. Publ.	0,8	-1,7	3,3	-0,3	-0,9	0,1
FBCF	-1,1	-2,8	1,7	-0,9	-2,1	-0,9
dont : SQS-EI	-1,6	-3,0	0,7	-0,8	-2,4	-0,9
Variation de stocks		9,4	3,0	8,0	1,4	1,5
(milliards de F. 70)						
TOTAL	-0,3	-1,7	0,2	0,3	-1,4	-0,1
Demande hors stocks	-0,2	-1,3	1,2	-0,8	0,1	-0,1
Demande intérieure	-0,7	-2,5	-1,1	1,3	-3,0	-0,3

Source : C.T.

Au premier semestre 1984, le rééquilibrage du commerce extérieur français qui se dessinait à la fin de 1983 risque de ne pas être encore atteint : les gains de compétitivité qu'ont procurés les ajustements monétaires s'amenuisent sous l'effet de l'écart d'inflation entre la France et ses principaux partenaires commerciaux ; seul le décalage conjoncturel avec l'extérieur peut désormais permettre une croissance des exportations de produits manufacturés, qui serait très modérée et que compenserait le retour des exportations de produits alimentaires à un niveau moins exceptionnel que celui observé récemment. Le solde du commerce extérieur au cours du premier semestre 1984 pourrait ainsi être du même ordre que celui du second semestre 1983.

Aussi la poursuite de la décélération des prix au premier semestre 1984 est-elle essentielle. Après un début d'année qui pourrait se révéler un peu décevant, l'inflation devrait se ralentir nettement à partir du deuxième trimestre, bénéficiant alors, avec les décalages habituels, de la croissance modérée des salaires observée sur le second semestre 1983. L'inflation tendant à reprendre chez nos principaux partenaires, l'évolution relative des prix à la mi-84 ne serait plus défavorable, du moins en l'absence d'accélération des salaires.

Même si les prestations sociales croissent au même rythme qu'au second semestre 1983, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages baisserait à nouveau, en raison notamment de la dégradation de l'emploi industriel. Aussi la consommation en produits manufacturés continuerait-elle à décliner, la consommation globale restant toutefois stable si se poursuit la baisse régulière du taux d'épargne observée depuis bientôt deux ans en France, baisse qui accompagne la réduction des investissements en logement. Le niveau des stocks semble désormais presque adapté à celui de la demande. Les coûts des matières premières se stabilisant en même temps que le dollar et l'évolution des salaires restant modérée, la situation des entreprises devrait, d'ici la mi-84, se redresser légèrement. L'investissement cesserait de décroître et même progresserait dans l'industrie concurrentielle.

Les importations et exportations croissant faiblement à peu près au même rythme, la production suivrait désormais la demande intérieure, et serait donc globalement étale.

Ainsi, de la mi-83 à la mi-84, la France enregistre en matière d'inflation et de commerce extérieur, une nette amélioration. Celle-ci reste cependant tributaire non seulement du redressement de l'économie mondiale, mais aussi de la capacité des entreprises à maîtriser leurs coûts de production et à améliorer leur compétitivité. Obtenu graduellement au prix d'une réduction modérée du pouvoir d'achat des ménages et d'un freinage de la progression des dépenses publiques, l'assainissement est encore trop incomplet et fragile pour permettre un relâchement de l'effort.

Au premier semestre 1984, la réajustement du commerce extérieur français est de 100 milliards de francs, soit 10 milliards de dollars. Le déficit du commerce extérieur est de 100 milliards de francs, soit 10 milliards de dollars. Le déficit du commerce extérieur est de 100 milliards de francs, soit 10 milliards de dollars. Le déficit du commerce extérieur est de 100 milliards de francs, soit 10 milliards de dollars.

